



Décision individuelle N° 2021-89

Pétitionnaire : S.A.R.L MARIA Frères pour le compte de RTE

Adresse : Quartier les Vallières 06420 CLANS

Nature de la demande : Travaux et activités forestières (coupe ayant un impact visuel notable)

Intitulé du projet : Sécurisation de la ligne haute-tension Isola-Valabres

Localisation : parcelle(s) n°1, 2, 15, 97, 187, 188, 189, 200, 201, 211, 213, 214, 215, 578, 582, section E commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L331-4-1,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 17

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 35 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 22 mars 2021 par la SARL MARIA Frères, représentée par Monsieur MARIA Jacques,

Considérant que la demande porte sur le débroussaillage de la végétation et sur la coupe d'arbres situés sous la ligne haute-tension Isola Valabres dans le but de sécuriser l'ouvrage, incluant un traitement des produits par broyage,

Considérant que ces interventions constituent des travaux forestiers et qu'ils vont concerner plus de 50 % du volume en place, qu'elles auront un impact visuel notable, induiront un risque de destruction des nichées en période de reproduction de l'avifaune et que les modalités de traitement des produits de coupe sont défavorables au maintien des caractéristiques des sols et des communautés floristiques et faunistiques indigènes,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La S.A.R.L MARIA Frères, représentée par son président dirigeant Monsieur MARIA Jacques, est autorisée à réaliser des travaux forestiers sous la ligne haute-tension « Isola-Valabres » dans le but de sécuriser l'ouvrage.

Tels que prévus dans la demande, ces travaux forestiers seront réalisés selon les modalités suivantes

- entre les pylônes n°42 et 43, coupe de 15 arbres (buis, noyer, pin sylvestre) de diamètres 15 à 30 cm ;
- entre les pylônes n°43 et 44, débroussaillage de 400 m² en pied de pylône ;
- entre les pylônes n°44 et 45, coupe de 15 arbres (pin sylvestre) de diamètres 15 à 30 cm et débroussaillage de 400 m² en pied de pylône ;
- entre les pylônes n°45 et 46, débroussaillage de 400 m² en pied de pylône et de 1708,6 m² de taillis (bouleau, châtaignier, tilleul) ;
- entre les pylônes 46 et 47, débroussaillage de 400 m² en pied de pylône et coupe de 9 arbres (bouleau, frêne, autres feuillus) de diamètres 15 à 30 cm.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Aucune intervention visant à créer des voie d'accès même pédestres, aux zones d'intervention, n'est autorisée par la présente.

2.2. Les débroussaillages et les coupes d'arbres seront réalisées à l'aide d'outils thermiques portatifs.

2.3. Les rémanents de coupe d'arbres et de débroussaillage seront laissés sur place sans broyage ; les arbres ne seront pas billonnés ; si nécessaire à la sécurité de l'ouvrage, ils seront ébranchés, branches et troncs disposés en plusieurs tas épars sous la ligne sans tassement.

2.4. La prescription 2.3. n'est pas applicable à la zone 11, située sur le talus amont surplombant la route métropolitaine n°2205 avant le pylône n°47. Sur cette zone, les produits de la coupe (troncs et branches) pourront être broyés, mais dans tous les cas exportés en dehors du cœur du parc national.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter du 15 août 2021 jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 22 avril 2021



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Tinée
- RTE, M. ROSSI (kevin.rossi@rte-france.com)
- RTE, M. REBEUH (anthony.rebeuh@rte-france.com)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.